

L'UNIFEM lance une vaste campagne pour mettre fin à la violence envers la femme

Par Zarina Geloo

C'est avec un sentiment d'urgence renouvelé que le Fonds des Nations Unies pour la Femme s'est réuni en prévision du sixième forum pour le développement de l'Afrique et a donné le coup d'envoi d'une vaste campagne africaine pour mettre fin à la violence envers les femmes.

Avec pour toile de fond une pléthore d'engagements pris par les pays africains pour s'attaquer à la violence, il a été dit au cours de cette rencontre à laquelle ont assisté des représentants de la société civile, ceux d'organisations religieuses et des fonctionnaires des départements d'Etats, que la violence a atteint des « proportions épidémiques ».

Litha Musyimi, directrice du Women in Gender Directorate à l'Union Africaine, trouve que le fossé entre les politiques et leur application était « trop grand ».

« Nous voulons voir leur application. Nous devons renforcer les capacités des femmes et nos propres capacités et nous devons venir de l'avant avec des approches créatives qui s'attaqueront aux obstacles et aux barrières culturelles ».

« Mais plus important », dit-elle, « nous devons déverrouiller les ressources financières. Nous devons faire en sorte que les fonds dégoulinent. Ceci est un de nos défis. Les ressources doivent être déchainées pour combattre les inégalités du genre et la violence ».

Donnant une vue d'ensemble de la logique derrière cette campagne, la responsable de la section Afrique de l'UNIFEM, Micheline Ra-



vololonarisoa, a déclaré qu'en dépit des progrès réalisés durant les récentes décennies, il y avait encore trop d'écart entre les engagements, de même qu'une considération non prioritaire des cas de violence envers les femmes et les jeunes filles.

Un sous-financement sévère, un manque de capacités nationales et d'expertise et la rare disponibilité de données fiables ont été les quelques raisons évoquées pour expliquer les progrès inadéquats dans l'éradication de la violence contre les femmes et les jeunes filles.

« Un travail énorme a été effectué et des pays ont pris des engagements mais nous sommes loin du but. Cette campagne fera la pro-

motion d'une approche plus stratégique et plus unie impliquant tous les acteurs pour accélérer le pas du progrès et éliminer la violence contre les femmes », a-t-elle ajouté.

Les objectifs principaux de cette campagne seront de soutenir les gouvernements dans la réalisation de leurs engagements pour mettre un terme à la violence envers les femmes et les jeunes filles en mobilisant un vaste groupe d'acteurs clés et en renforçant les capacités des femmes et leurs communautés pour que cesse la violence et que des comptes soient réclamés. Le thème majeur et le centre d'attention sera de mettre un terme à l'impunité accompagnant la violence envers les femmes.

Jeunes Africains La violence envers les femmes mute

Par Deepa Bhookhun

Elle s'appelle Patricia et elle vient du Kenya. Elle est jeune, jolie et elle a une histoire à raconter. Son père l'a violée quand elle était plus jeune. Puis, il a été décapité devant elle. Probablement une punition. Patricia n'en dit pas plus. La voix brisée par l'émotion, elle répète la phrase : « Décapité devant moi ».

Ce témoignage bouleversant est accueilli par un lourd silence, suivi d'applaudissements. C'était hier lors du forum des jeunes au quartier général de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Un forum animé par des jeunes qui se sentent interpellés par le problème de la violence à l'égard des femmes certes, mais où les discussions sont restées relativement superficielles.

Jusqu'au moment où Patricia a parlé de son épreuve.

Quelques temps auparavant, une autre jeune, porte-parole (ou rapporteuse comme on les appelle) d'un des groupes de jeunes, a lancé un appel « aux victimes de viols. Ayez le courage de venir de l'avant. Elles ne peuvent pas s'attendre à ce que nous parlions pour elles à chaque fois », a-t-elle dit.

Mais quand effectivement, une « victime », Patricia en l'occurrence, se met debout et se raconte, les jeunes présents dans la salle sont subitement gênés, peu habitués à être confrontés aux violences de ce type. Une violence dont on a entendu parler mais qui n'est pas forcément le quotidien de ces jeunes africains en 2008.

Les choses ont donc changé. A travers l'éducation, comme l'explique cet autre jeune venu du Sénégal. Les mentalités ont évolué et

SUITE PAGE 2

Ce sixième forum réclame des changements en lesquels nous croyons!

Par Rosemary Okello et Colleen Lowe-Morna



Thokozile Ruzvidzo. Photo: Rosemary Okello.

Alors que le sixième forum pour le développement de l'Afrique s'ouvre au quartier général de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies, on dit aux leaders qu'il s'agit d'une affaire habituelle concernant l'égalité du genre. Tandis que cette manifestation a lieu au lendemain de l'élection historique de Barack Obama en tant que prochain président des Etats-Unis, le mantra que l'on répètera ici durant les prochains jours sera « oui, nous pouvons » surmonter les inégalités du genre en Afrique.

De la même manière que la sixième conférence africaine sur la Femme de 1998 a

galvanisé les actions pour la révision de la conférence de Beijing plus dix, la CEA espère que ce sixième forum pour le développement de l'Afrique produira des stratégies en avance sur la conférence de Beijing plus 15 en 2010.

Ce sixième forum pour le développement de l'Afrique sur « l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'élimination de la violence contre les femmes » coïncide avec le 50ème anniversaire de la CEA. Les 400 délégués

présents ici représentent un groupe divers de politiciens, de représentants de la société civile, d'universitaires, d'experts et de chefs traditionnels.

« Cela ne pourra pas être juste une affaire habituelle », fait remarquer Thokozile Ruzvidzo, la responsable du dossier du Genre et du Développement social au sein de la CEA. « Ce que nous voulons, ce sont deux ou trois mesures critiques et pas une liste de courses mais des actions qui pourront être concrètement appliquées. Nous sommes las des résolutions prises mais jamais appliquées. Il y a eu tant de documents

signés et d'engagements pris et pourtant les inégalités du genre perdurent parce qu'il n'y a toujours pas d'actions dans les domaines critiques ».

Citant l'exemple du deuxième forum pour le développement de l'Afrique qui a porté sur le leadership et le VIH/SIDA et qui a forcé les politiques, peu de temps après au cours d'une réunion de l'Union Africaine, à prendre l'engagement qu'au moins 15% de leurs budgets de santé irait à la lutte contre la pandémie, Ruzvidzo estime que c'est ce genre d'actions concrètes qu'elle souhaite voir émerger de ce sixième forum.

Entre plusieurs appels téléphoniques et s'assurant que les touches finales soient mises au programme du forum, Ruzvidzo n'a pas voulu s'aventurer à chiffrer ce que les gouvernements devraient dépenser pour obtenir l'égalité du genre mais elle estime que le financement sera un souci majeur durant les trois prochains jours. « Ce que nous savons, c'est qu'en période de crise économique comme celle-ci, les gouvernements réduisent drastiquement leurs dépenses et l'égalité du genre est le premier secteur à en pâtir. Nous devons être proactifs. Maintenant ».

Pour la première fois au cours de ce sixième forum, une réunion est prévue avec les partenaires du développement mais Ruzvidzo insiste sur le fait que les gouvernements

doivent aussi prendre des engagements financiers. Les résultats de ce sixième forum seront présentés ici aux ministres des Finances africains en mars prochain, leur fournissant là une occasion en or pour que les recommandations sur le financement aillent un pas plus loin.

Cette conférence a lieu dans le contexte de la signature en août dernier du protocole sur le Genre et le Développement de la Communauté pour le Développement de l'Afrique australe (SADC) qui fixe 28 objectifs pour atteindre l'égalité du genre d'ici 2015. Cette action courageuse d'une organisation sous-régionale visant à lier tous les engagements existants pour l'égalité du genre et les valoriser à travers des objectifs et des délais concrets, pourrait être une œuvre de pionnier et faire avancer cette question à l'agenda des décideurs.

Cette conférence est organisée conjointement par la CEA, l'Union Africaine et la Banque Africaine de Développement. Elle est co-présidée par la militante Beince Gowanans, le commissaire de l'Union Africaine pour les Affaires sociales et Lalla Aïcha Ben Barka, secrétaire exécutif adjoint à la CEA. Et une des idées à la carte est que la décennie qui vient soit dédiée à la réalisation de l'égalité envers le genre sur le continent. Le plan d'action, qui sera la pièce maîtresse de ce forum, sera adopté vendredi.

Questions à Lalla Aïcha Ben Barka, secrétaire exécutive adjoint à la Commission Economique pour l'Afrique

“Comprendre nos sociétés pour mieux les rééquilibrer”

Dans un entretien sans complaisance, Lalla Aïcha Ben Barka, secrétaire exécutive adjoint à la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), explique en quoi le sixième forum pour le développement de l'Afrique (ADF VI) se différencie des précédents forums et comment faire pour que les recommandations qui y émanent soient appliquées.

Par Marie Annick Savripène

En quoi ce sixième forum pour le développement de l'Afrique (ADF VI) se différencie-t-il des précédents forums?

Le premier forum avait été placé dans le contexte de secrétariat conjoint réunissant trois organisations continentales, à savoir l'Union Africaine (UA), la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Dans le passé, nous n'avons pas réussi à mobiliser comme nous le souhaitions la BAD du fait qu'elle soit physiquement éloignée de nous. Quant à l'UA, qui est notre première organisation politique, les questions sociaux-économiques l'intéressaient mais elle n'avait pas les capacités pour cela. Ce qui fait que lorsqu'un de nos précédents forums a porté sur l'intégration régionale, on a capté leur attention mais de manière marginale. Le suivi manquait. Pour l'actuel forum, nous avons pris le taureau par les cornes. Nous avons développé davantage de collaborations sur le plan technique avec l'UA et la BAD et cela a fait tilt. Nous les avons engagés à nos côtés dès le début des nos réunions. D'ailleurs, le comité organisateur est co-présidé par une Commissaire de l'UA et par moi qui suis de la CEA. Et la BAD également a participé à nos réunions de manière régulière.

Comment expliquez-vous que lors des précédents forums, des sujets importants tels que les technologies de l'information et de la communication et la problématique du VIH/SIDA aient été abordés et des recommandations faites mais que valeur du jour, la femme soit restée à la traîne par rapport à ces questions?

En Afrique, on débat sur beaucoup de choses sans aller au fond des choses. Nous sommes prêts à discuter de concepts, on prend des résolutions, on obtient des consensus mais nous n'allons pas suffisamment en profondeur. Prenons la question du genre que nous avons soulevée et bien, les gens n'arrivent toujours pas à comprendre que le genre, c'est l'homme et la femme et qu'il faut tout voir à travers le prisme des rapports hommes-femmes. Que faisons-nous dans la pratique? Nous nous contentons de prendre au pied de la lettre l'égalité telle que définie dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et voir ce qui se passe en Europe et aux Etats-Unis. Nous sommes dans l'erreur. Il faut replacer cette question dans nos



Lalla Aïcha Ben Barka. Photo: Lyda Byarugaba.

propres sociétés. Dès les premières réunions du comité d'organisation du sixième forum, nous avons dit que cela ne sera pas 'business as usual' et qu'il faut reconnaître que le genre est fortement ancré dans le concept de société et de culture. Il faut comprendre les principes sur lesquels nos sociétés sont bâties. Notre grand défi a été de voir comment réunir à ce forum les individus qui pensent sérieusement à ces questions et pas les mêmes qui font du bla-bla-bla. Prenons l'exemple de l'accès à la terre. Cela doit figurer quelque part dans une convention écrite mais cet accès prend une autre dimension dans nos sociétés. Si nous ne discutons pas avec les vrais décideurs qui œuvrent à la base, nous arriverons éventuellement à faire signer des protocoles par les gouvernements, à les faire ratifier par les parlements mais on ne changera pas la situation. Pour nous, il est extrêmement important de mettre ces questions sur la table et espérer qu'il y aura un suivi plus approfondi.

Qui doit effectuer ce suivi?

Il doit venir de nous. Nous avons par exemple, insisté sur la qualité des participants. Nous n'avons pas voulu qu'il y ait les mêmes personnes avec les mêmes discours au cours de ce sixième forum. Nous avons voulu qu'il y ait des participants émanant d'organisations travaillant avec les communautés sur le terrain et dont on ne connaît pas toujours très bien les réalités. Je prends l'exemple du nord du

Mali, pays d'où je viens. Figurez-vous que là-bas, dans les sociétés nomadiques, la maison appartient à la femme. Lorsque j'étais enfant, j'ai vu des femmes répudier leurs maris et j'ai vu des hommes faire la vaisselle et d'autres travaux domestiques. C'est ce genre de rapports que nous devons étudier. Il faut savoir ce qui se passe dans différentes sociétés pour ensuite proposer un rééquilibrage. Nous avons tenté le plus possible d'inviter à ce sixième forum des gens qui connaissent ces problèmes pour qu'ils continuent les débats dans leurs sociétés respectives. C'est sûr que ce n'est pas en trois jours que l'on va changer les choses. On doit continuer de débattre avec eux, les faire se constituer en réseaux pour qu'ils aillent débattre dans les villages et leur donner les moyens de convaincre.

Un autre défi que nous avons essayé de relever lors de ce sixième forum a été d'obtenir un équilibre hommes-femmes au niveau du nombre d'invités. Nous avons trouvé des hommes parlementaires qui promulguent des lois, des généraux de l'armée, une bonne qualité d'hommes mais il nous faudra trouver aussi une masse critique d'hommes pour nous aider.

Vous ne comptez donc pas sur les décideurs pour amener des changements ?

Si, il y a des discours qui peuvent aider au changement mais il y a aussi des leaders qui sont corrompus intellectuellement et qui véhiculent

les idées venues d'ailleurs. Ce sont des gens complètement aliénés. Ils sont plus difficiles à convaincre. Cela dit, je crois aussi qu'il y a de bonnes gens et des individus sérieux, responsables. Il faudra travailler avec ces derniers et voir comment les appuyer pour qu'ils deviennent eux-aussi des agents de transformation.

La violence envers les femmes mute

Suite de page 1

la violence envers les femmes ne veut plus dire la même chose pour ces jeunes africains, à quelques exceptions près comme le démontre l'histoire de Patricia.

D'ailleurs, les porte-paroles des trois groupes de jeunes, constitués pour les besoins du forum, parlent presque tous exclusivement de viol et d'abus sexuel quand ils parlent de violence contre les femmes. Mais certaines choses ne changent pas: « Quand une jeune fille a été violée ou sexuellement abusée par un homme, les parents, les enseignants ou même les amis vont lui demander ce qu'elle a fait ? Ou que portait-elle ce jour-la comme vêtement? Comme si que c'était de sa faute. Comme si qu'une fille n'avait que ce qu'elle méritait quand on l'a violée», dit une jeune fille outrée, qui exprime là l'opinion de tous les jeunes qui constituent son groupe.

Ceci expliquerait pourquoi les victimes de violences sexuelles préfèrent encore le silence «plutôt que le regard de leurs pairs», ont donc dit les jeunes participants au forum d'hier.

Mais ils avouent aussi volontiers ne pas trop comprendre pourquoi les choses se passent de la façon dont elles se passent. « Car souvent, les femmes aussi sont responsables de cet état des choses. Combien de jeunes filles se sentent peu attirantes quand un garçon refuse de les embrasser, de les toucher ? Ne sommes-nous pas en train de tomber dans ce piège ?» demande une jeune.

La solution? « Faire des hommes des partenaires et faire d'eux une partie de la solution. » Mais aussi, « parler aux chefs religieux, ceux qui ont de l'influence. Ils auront beaucoup plus d'impact sur les gens que des conférences des Nations Unis» ajoute une autre jeune.

Certaines choses changent. D'autres très peu...

Pas qu'une enième conférence

Par Deepa Bhookhun



Camille Laurent (France), stagiaire au Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)

“En temps normal, on parle beaucoup lors des conférences mais il n'y a pas nécessairement grand-chose qui en ressort. Je pense que la différence entre cette conférence et les autres, c'est qu'ici, l'on discute de choses très concrètes. Les délégués viennent de partout en Afrique avec des exemples concrets de ce qui se passe sur le terrain, les progrès qui ont été accomplis et nous discutons des lignes directrices que l'on peut appliquer. Je suis ravie de participer à cette conférence qui ne sera pas, je le sais, comme les autres parce que je crois que tout le monde est conscient que l'on n'a pas de temps à perdre”.

Michaëla de Souza (Mozambique) du Fonds des Nations Unies pour l'enfance



(UNICEF)

“Je crois qu'il y aura beaucoup de résultats car tout le monde sait qu'il faut du changement. Et qu'il faut agir maintenant pour éradiquer une fois pour toute la violence envers les femmes et les enfants. J'ai vraiment de grandes attentes pour cette conférence, même si je sais qu'on ne peut pas s'attendre à des miracles non plus lors d'une conférence. Mais l'Afrique s'est dit qu'il est temps d'agir et cette conférence va nous obliger à faire un suivi de nos délibérations.”

Rose Muhisoni, déléguée du Rwanda



“Tous les pays africains ont décidé de se mettre ensemble pour prendre des mesures contre la violence envers les femmes. Je suis persuadée que nous pourrions y arriver si nous échangeons nos différentes expériences de pays

africains sur ce fléau. Il faut des mesures strictes mais il faut d'abord une volonté politique, comme c'est le cas au Rwanda. Petit à petit, les mentalités changent.”

Rachida Tahri, conseillère en genre au ministère du Développement social du Maroc



“Je crois que déjà le fait de consacrer ce forum à la lutte contre les violences basées sur le genre, est déjà un événement en soi. On vient mettre aujourd'hui à l'agenda politique, la question de violence contre les femmes. On vient dire au plus haut niveau des instances politiques en Afrique qu'il ne peut y avoir de développement sur tout le continent Africain, si l'on n'élimine pas la violence envers les femmes et si on ne l'attaque pas à tous les niveaux. Il est vrai qu'il y a eu beaucoup de progrès mais ça reste quand même en dessous de ce que ça devrait être. Cette con-

férence devrait être l'occasion de mesurer les avancées mais aussi d'identifier les difficultés. Il faudrait aussi des mécanismes de suivi et une politique volontariste, je dirai. Il ne suffit pas d'avoir de bonnes intentions mais prendre des mesures concrètes. Un peu comme on a su le faire au Maroc.”



Valerio Bosco (Italie), officier de liaison des Nations Unies auprès l'Union Africaine

“Je suis ici en tant qu'observateur mais le département pour lequel je travaille est très soucieux de la problématique du genre dans la résolution des conflits. Nous sommes aussi là pour aider l'Union Africaine dans sa mission de lutte pour l'égalité des droits de l'homme et de la femme. Je ne sais pas trop ce que cette conférence va donner dans le sens où c'est la toute première conférence de ce type à laquelle j'assiste mais je sais que c'est un programme très ambitieux que celui qu'a choisi l'Union Africaine.”



ALLO, ALLO ADDIS...

Par Mercedes Sayagues

Addis Ababa ne se couche pas de bonne heure. Il y a plein d'endroits où aller le soir - si vous n'êtes pas trop fatigué après une journée remplie par les sessions du sixième forum pour le développement de l'Afrique.

La cuisine éthiopienne est très raffinée et assez épicée (durant les prochains jours, on vous donnera quelques recettes pour le wat ou potage). Bole Road offre deux possibilités:



La cuisine éthiopienne est particulièrement épicée. Photo: Antonio Fiorente.

• Le restaurant Fasika National, en face du Sunshine Building. En plus des plats dé-

licieux, on joue de la musique en direct.

- Habesha, connu pour ses spécialités tribales Kwanta ferfer et Bozena Shiro.

Les italiens ont laissé une tradition de «bella pasta». Essayez le Castelli dans le quartier Piazza, le plus vieux de la ville.

Vous aimez la musique? Alors, voici les recommandations de Allo, Allo Addis...

- Musique traditionnelle éthiopienne : le pub Yod Abyssinia, tout près de l'hôtel Desalegn, offre une variété de groupes ethniques de plusieurs régions comme

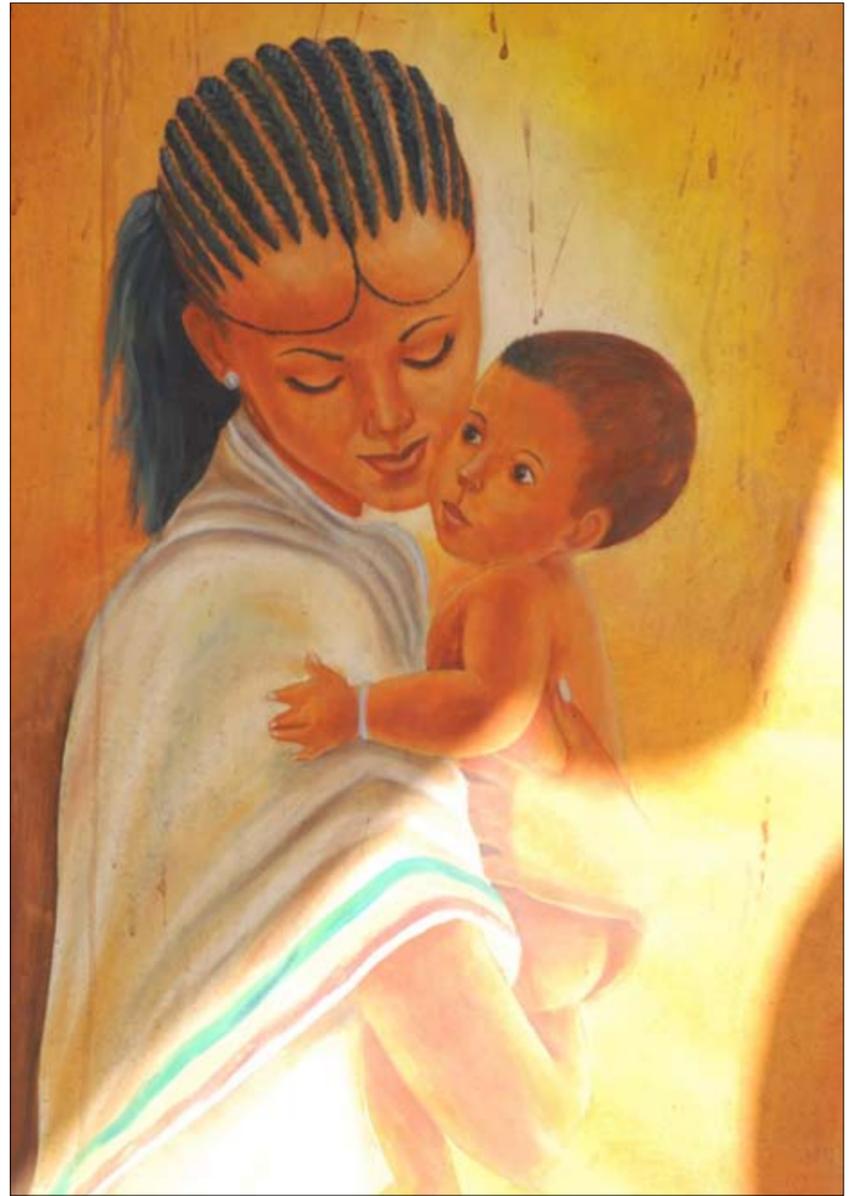
Amharique, Afar Oromo et Tigréenne.

- Si vous aimez le jazz et le blues, le club Harlem Jazz à l'angle de Bole Rd et d'Africa Avenue, c'est l'endroit pour vous.

Quand arrive minuit, ceux qui ont encore de l'énergie peuvent se diriger vers la discothèque Club Platinum, située à la rue Micky Leland. Ça bouge jusqu'à 5 hs du

matin.

Alors, bonne soirée !



De nouveaux sommets pour les femmes de la SADC

Par Colleen Lowe-Morna

Le lancement du Protocole de la Communauté pour le Développement de l'Afrique australe sur le genre et le développement n'a pas bénéficié d'une présentation aussi sophistiquée sur visionneuse Power Point que celle de la Zone de Libre Echange mais sa portée va bien au-delà de ce que les 15 leaders de la région n'auraient pu imaginer.

Tanguant au gré de la mélodie d'un orchestre de la police entièrement composé d'hommes qui interprétait «Pata pata», chanson à succès de feu Myriam Makeba, les chefs d'Etats de la Communauté pour le Développement de l'Afrique australe (SADC) ont apposé, en août dernier, lors de leur sommet à Johannesburg, leur signature à un instrument sous-régional qui fixe 23 objectifs pour l'avènement de l'égalité du genre dans chaque sphère de la vie durant les sept années à venir.

Le Protocole qui est dans son genre l'instrument le plus irrévocable de la sous-région, lie tous les engagements globaux et africains existants en faveur de l'égalité du genre mais les renforce au moyen de délais spécifiquement impartis dans le temps, chose qui faisait défaut dans tous ces accords, de même que dans d'autres protocoles de la Communauté

Ce Protocole constitue un triomphe pour les 42 organisations défendant les droits des femmes de la région qui se sont regroupées pour former le Southern African Gender Protocol Alliance réclamant que la Déclaration de la Communauté sur le Genre et le Développement soit élevée au rang de protocole. Dans le jargon de la Communauté, on dit qu'il «est bien» d'appliquer une Déclaration alors qu'un Protocole «doit être» appliqué.

Durant trois ans de négociations ardues qui ont vu le rejet de plusieurs objectifs et leur repêchage après le sommet d'août 2007 à Lu-

saka, les organisations non-gouvernementales du genre ont travaillé habilement et stratégiquement pour élaborer le document, essayant de faire une percée à travers les délégations de leur pays alors que l'espace pour une participation significative au niveau régional se restreignait.

Les émotions à l'état brut et les contrecoups ont fait surface durant les réunions avec les officiels où la plupart des ébauches de ces accords ont été discutées. Et il n'a pas été rare d'entendre lors de ces réunions des commentaires tels que «Personne ne me dira que je ne peux pas avoir des rapports sexuels avec ma femme» et «Qui sont ces femmes pour me dire combien de femmes je dois avoir?».

Les batailles perdues comprennent celles pour l'inclusion du viol dans le mariage; les provisions pour les couples vivant ensemble et qui se séparent; les références aux groupes de femmes particulièrement vulnérables (entrevues par beaucoup dans la région comme une tentative de faire entrer par la petite porte l'orientation sexuelle) et des références explicites destinées à rétablir l'équilibre entre les droits constitutionnels et les lois coutumières. Dans plusieurs parties du texte, le mot «s'assurer» a été remplacé par «tenter».

Cependant, comme l'a souligné Essop Pahad, ministre sud-africain à la présidence, lors de l'ouverture de la réunion de l'Alliance, rencontre précédant le sommet de la SADC en août dernier, le protocole fixe un minimum de normes que même l'Afrique du Sud peinera à respecter dans le laps de temps prévu.

Car même si l'Afrique du Sud est en théorie un bon élève qui obtient un bon carnet de notes, le thème du mois de la femme cette année sera «faire les affaires autrement» parce qu'il s'agit de transformer les droits sur papier en des droits réels qui apporteront un vrai changement dans la vie des femmes. Parmi d'autres choses, le protocole veut diminuer au moins de moitié la violence envers les femmes; il veut s'assurer que la représentation féminine dans les sphères de prises de décisions et de participation économique atteigne

les 50% d'ici 2015. Et l'Afrique du Sud est bien loin de ces objectifs.

Mais il est aussi vrai qu'en donnant l'exemple, le leadership en Afrique du Sud a été instrumental à placer la barre plus haut. Certaines normes requises comme le fait d'avoir des dispositions constitutionnelles pour l'égalité du genre qui ne sont pas en contradiction avec d'autres lois ou coutumes, de même que la reconnaissance de la discrimination positive comme un instrument nécessaire pour corriger les inégalités (incluant dans ce que procure l'Etat), font fuir les pays voisins. Et malgré le fait que la SADC a réussi à obtenir les deux tiers requis pour faire adopter le protocole, des pays comme le Botswana, Maurice, le Malawi et Madagascar ne l'ont toujours pas signé et tous les autres pays ont encore à le ratifier et à se familiariser avec.

Les membres du Southern African Gender Protocol Alliance sont déjà prêts avec un plan d'action de 27 pages incluant la traduction de certaines provisions clés dans des langues indigènes, l'organisation de douzaines de réunions dans les villages concernés, de même que des groupes à thèmes pour faire un suivi des progrès (incluant le nouveau Gender and Economic Justice Network). Ils proposent même un rapport fantôme chaque deux ans quand il est requis des gouvernements qu'ils fassent le bilan de leurs progrès respectifs.

Alors que la Zone de Libres Echanges abaisse les barrières au commerce, les femmes de l'Afrique subsaharienne sont déterminées à faire tomber les obstacles qui les empêchent de jouir pleinement des droits et des privilèges que leur confère leur citoyenneté.

Colleen Lowe Morna est la directrice exécutive de Gender Links, organisation membre du Southern African Gender Protocol Alliance. Pour visionner le protocole de la SADC sur le genre et le développement, <http://www.genderlinks.org.za/attachmentview.php?paid=598>. Cet article fait partie du service de commentaires et d'opinions de Gender Links, qui offre des opinions et des commentaires nouveaux sur l'actualité quotidienne.



Rosemary Okello au Sommet des chefs d'état de la SADC. Photo: Colleen Lowe Morna